

té de demain, on arrive à conclure qu'à la base de toute tentative de transformation sociale communiste doit se trouver la reconnaissance de l'égalité du travail social de tous les hommes. Seul, le prolétariat est capable de donner vie à ce principe, d'en faire une réalité vivante. Autre chose : l'application de ce principe ne doit pas se trouver à la fin de la période de transition, au début donc de la « phase supérieure » du communisme dont parlait Marx, mais il se place à son tout premier début, il en est l'assise fondamentale sans laquelle la période de transition sera tout ce qu'on voudra, hormis une transition vers le communisme.

Un enseignement que l'étude des internationalistes hollandais met opportunément en lumière, c'est que la remise de l'appareil de production aux mains de l'Etat, fut-il prolétarien, ne peut conduire au communisme, comme l'exemple de la révolution russe l'a prouvé. Marx et Engels n'ont pu, de leur temps, apporter aux problèmes de la gestion des solutions définitives. Ce qu'on trouve dans l'œuvre d'Engels à ce propos est contradictoire ; quelque fut leur génie, il leur manquait la matière d'expérimentation que l'histoire n'avait pas encore fournie à leur époque. Mais maintenant il n'est plus possible de douter. Certes, théoriquement, on peut parfaitement s'imaginer, après la révolution, l'Etat « prolétarien » gérant, au moyen d'un appareil de direction économique adéquat, l'ensemble des moyens de production au profit de la collectivité. Mais ce ne peut être que de l'imagination. En effet, que suppose l'existence d'un tel appareil de direction centralisé et son fonctionnement au profit des masses ? Qu'il y ait identité d'intérêt parfaite entre les masses des travailleurs et les centres de direction. Mais à supposer que cette identité d'intérêt existe, est-ce que, dans ce cas, de tels conseils économiques surgiraient ? Evidemment, non. Comme la direction de la production serait dépourvue, dans ces conditions, de tout caractère politique, comme il ne s'agirait, pour reprendre une définition devenue célèbre, que d'une « administration de choses », point ne serait nécessaire d'établir un appareil de coercition. La direction n'aurait aucune raison de restreindre les droits des « administrés ». Puisqu'il y a identité d'inté-

rêt, la volonté des ouvriers groupés dans leurs entreprises ne peut que rejoindre les prévisions établies en haut, puisqu'en tant que matérialistes nous admettons que ce sont les intérêts économiques, présumés ou réels, des groupes sociaux qui déterminent leurs desiderata. L'Etat, dans de telles conditions, serait purement superfétatoire. Personne ne songerait à en créer un, à plus forte raison à lui attribuer des fonctions de plus en plus importantes. Il faudrait, dans ces conditions, simplement un organisme élaborant, avec un minimum de contrainte, les décisions reflétant la volonté collective des masses.

Mais l'expérience d'une séparation profonde entre les organismes de direction économique à la base — dont la fonction de direction cesse rapidement, dans ces conditions, pour se transformer en auxiliaires soumis des organismes supérieurs — et les centres économiques atteste l'existence d'antagonismes profonds. Elle ne peut être que l'expression du fait que deux tendances sociales se trouvent en présence et lorsque la fonction des uns est systématiquement gênée dans son expression au profit des autres, il faut en déduire que l'antagonisme entre les deux est irréductible.

On objectera que la privation du droit des travailleurs à gérer leurs entreprises peut être justifiée par les tâches particulières de la période de transition. On sort, en effet, d'une économie construite en vue du profit capitaliste. Il s'agit de l'adapter à la production en vue de la satisfaction large des besoins de toute la collectivité ; en d'autres termes, des grandes masses. Il s'agit donc, non de consommer, de jouir des richesses et des biens sociaux (entre parenthèses, les biens consommables se réduiront probablement à bien peu de chose au moment de la révolution), mais, avant tout, de produire, de développer et d'économiser. Mais on se demande sur qui la classe ouvrière peut compter, en dehors d'elle-même, pour mener à bien ces tâches. Elle ne peut, pour les accomplir, déléguer ses pouvoirs à personne d'autre qu'à elle-même, si qualifiés et si compétents que les guides qui sollicitent ces pouvoirs puissent paraître. Car le marxisme nous enseigne une chose : qu'une classe ne peut s'émanciper que par ses propres forces. La transformation de l'appareil de

production, de machines à produire, du profit capitaliste en un organisme susceptible de satisfaire tous les besoins des masses ne peut être accomplie que par les travailleurs eux-mêmes, non pas par des techniciens, si qualifiés soient-ils, ni des guides, si désintéressés qu'ils puissent s'affirmer.

* * *

Si pénétrante et si convaincante, l'étude des Internationalistes hollandais est, lorsqu'elle s'emploie à démontrer comment, dans la révolution prolétarienne, les fonctions de direction économique doivent passer directement sans l'intermédiaire de l'Etat, aux travailleurs organisés, aux divers échelons correspondant avec les rouages de l'appareil de production, si abstraite et arbitraire elle nous paraît lorsqu'ils entreprennent de justifier les méthodes politiques d'organisation des masses qui leur sont particulières. A vrai dire, l'aspect politique n'est pas traité explicitement dans leur ouvrage, mais on sent — et ceci n'est pas un reproche, car il ne pourrait en être autrement — la préoccupation politique courir comme un fil blanc d'un bout à l'autre de l'étude et de la dominer.

La thèse des Internationalistes hollandais est connue : les partis politiques sont des organisations spécifiques de la bourgeoisie. Le prolétariat réalise donc son unité non pas au travers de partis politiques, mais au travers des conseils d'entreprises englobant l'ensemble des travailleurs sur la base de la place qu'ils occupent dans la production. Ces conseils sont amenés, par la force des choses, à s'orienter de plus en plus vers le communisme. Lors de la prise du pouvoir par le prolétariat, les entreprises se trouvent donc nécessairement entre les mains des conseils. Ceux-ci commencent à organiser la production sur des bases communistes sans en confier l'organisation à l'Etat. Les syndicats n'ayant plus aucun rôle à remplir, disparaissent. Les fonctions de l'Etat se réduisent à la protection du nouveau régime, donc à la répression des tentatives contre-révolutionnaires des classes dépossédées. Aucune fonction de direction économique ne lui est impartie. Voilà donc l'essentiel du point de vue des internationalistes.

Il est un fait que nul ne peut contester, que les luttes du prolétariat du XXe siècle

ont fait apparaître des formes d'organisation tout à fait originales s'adaptant plus particulièrement à la période de commotion sociale dont les grandes luttes révolutionnaires de 1905 et 1917 en Russie, 1918 et 1923 en Allemagne, 1919 en Italie furent les annonciateurs. Dans les deux premiers pays, ce furent les soviets des députés ouvriers et paysans et les conseils d'ouvriers qui servirent de canal au rassemblement des grandes masses. Il est probable que de telles organisations seront les formes spécifiques de l'insurrection prolétarienne de demain et qu'elles serviront d'instrument révolutionnaire aux mains du prolétariat pour établir sa dictature. Si on considère que la prise du pouvoir par le prolétariat ne peut être réalisée que si les grandes masses, celles qui, d'ordinaire, restent en marge de toute activité politique ou sociale, se mettent en mouvement, on ne pourrait presque pas supposer qu'il en soit autrement. Mais même si cela devait se dérouler d'après de tels pronostics, on ne conçoit pas que les conseils puissent venir supplanter toute autre forme d'organisation du prolétariat. La classe ouvrière ne se présentera pas, pas plus qu'aucune autre classe dans l'histoire, une et indivisible devant la révolution. Les idéologies héritées du passé, des intérêts particuliers de groupes au sein de la classe ouvrière même et l'antagonisme entre les deux grands groupes sociaux en présence représentant : l'un la révolution, l'avenir ; l'autre le retour vers le capitalisme, se manifesteront par la création surabondante de groupements d'affinités, qui deviennent, dans la lutte, autant de drapeaux différents autour desquels la classe ouvrière aura tendance à se grouper. Le rôle des partis politiques ne nous semble donc pas aboli ; au contraire, leur activité devient croissante à l'approche de la « lutte finale ». Et de même que l'élément rétrograde de la masse se manifestera en donnant son adhésion aux partis réactionnaires, il nous semble que la conscience révolutionnaire du prolétariat ne peut se manifester qu'en créant un parti exprimant, contre tous les autres, les intérêts durables de la révolution. La construction d'un parti révolutionnaire ne semble donc pas s'opposer aux formes d'organisation dont nous savons qu'elles furent les formes spécifiques de la lutte révolutionnaire et dont, par conséquent,